



## CCE GRDF du 11 juillet 2019

### Déclaration Liminaire

La dérégulation dogmatique, avec sa vraie fausse concurrence forcée du secteur de l'énergie, est un échec patent dans le Monde, en Europe, et particulièrement en France. Depuis plusieurs décennies, les secteurs industriels de l'électricité et du gaz sont malmenés, découpés et dépecés. Avant tout changement, un bilan quantifié et partagé avec les citoyens devient impératif tant les inégalités se creusent, les factures flambent, les services aux usagers se dégradent, la précarité énergétique se répand de plus en plus...

Si tout le monde scrute l'avenir d'EDF, entreprise pour laquelle de très nombreux salariés du Service Commun ont voté lors des dernières élections au CA, démontrant ainsi leur attachement aux activités communes, la situation d'ENGIE est, quant à elle, tout aussi inquiétante.

Le marché de l'énergie est devenu un système complexe, organisé par les rapaces de la finance où les gains ne profitent ni à nos entreprises (Producteur, Distributeur et Fournisseur d'énergie et de services) ni aux usagers. Tant et si bien qu'aujourd'hui les acteurs du marché, banques d'affaires en tête, ont de meilleurs résultats financiers pour les intérêts d'une petite poignée... quitte à fragiliser une entreprise détenue à majorité par l'État pour l'une, et déjà TOTALEment livrée aux appétits financiers pour l'autre !!!

Nous savions notre Président de la République prompt à s'inspirer des citations liées à l'histoire de France, et plus particulièrement à celles de la dernière guerre mondiale. Mais de là à aller se plonger dans la mythologie afin de prendre référence à un « Dieu Agricole, de l'Abondance et... de la Bonne Foi » pour affubler un dossier de casse d'une entreprise de Service Public, ... entre « juifs errants et pâtres grecques », il y a de quoi en « perdre son latin » !!!

Même si nous connaissons les grandes lignes de ce « projet », nous restons lucides quant au fil conducteur, seule « devise », de ces gouvernements successifs : « socialiser les pertes et capitaliser les profits ». À travers ce projet de dépeçage, ce sont bien les 12 ravages d'Hercule qui sont à craindre (Statut, Retraites, Activités Sociales, Tarif Agent, Salaire National de Base, Fermetures de Sites, Astreintes, Service Public, Concurrence, Privatisation, Précarité Énergétique, Climat). Et si seulement ça devait s'arrêter là ! Car, avec la partie très rentable du groupe (ENEDIS & RTE), c'est un marché bien juteux que ce gouvernement livrerait en pâture aux insatiables appétits financiers qui n'en demandent pas tant... Et pour les 13 millions de citoyens déjà en précarité énergétique, ce serait... « Les 12 Travaux d'Hercule ou La Vie » !!!

Chez « l'autre » grand énergéticien, les réflexions sont aussi « dans les tuyaux » avec, comme piste d'étude, la création d'une holding à la tête d'ENGIE pour moderniser l'actuelle organisation juridique du groupe, notamment dans sa politique de dividendes... Ben voyons... Mais aussi, pour permettre l'ouverture d'autres chantiers en lien avec le Statut des Industries Électriques et Gazières... Tout un programme !!!

Si l'idée n'a (encore !) rien d'officiel, ENGIE réfléchit pour autant aux avantages de dissocier juridiquement, au sein de la holding actuelle ENGIE-SA, ses activités financières de ses activités industrielles. La mise en place d'un tel dispositif permettrait de rendre plus cohérente, pour qui l'on sait, la façon dont le groupe rétribue depuis des années ses actionnaires... Les choses se précisent !!!

Pour preuve, avec plus de 30 milliards d'euros de dividendes versés depuis dix ans (soit depuis la fusion entre GDF et SUEZ), ENGIE a redistribué à ses seuls actionnaires, sur cette même période, trois fois plus que les 10 milliards d'euros de résultats accumulés.

Bien entendu, c'est la maison mère ENGIE-SA qui régale. Or, bien qu'elle perçoive des dividendes très élevés en provenance de ses sociétés gazières (GRTgaz, mais aussi et notamment GRDF) et bien qu'elle ait une activité industrielle, son résultat est comptablement bien inférieur à ce qu'elle distribue chaque année. D'abord parce que l'activité industrielle logée dans ENGIE-SA perd de l'argent, mais aussi, parce qu'ENGIE-SA supporte les coûts liés à ses activités de siège (fonctions supports, etc.).

Si le projet devait aboutir, la holding de tête percevrait les dividendes remontés des filiales et n'intégrerait qu'un effectif très réduit, dédié au pilotage du groupe, lui permettant ainsi d'afficher un résultat « distribuable » aux actionnaires beaucoup plus important. Les autres activités seraient placées dans une société différente.

Pour autant, ce jeu de bonneteau ne ferait pas de cette deuxième structure une entreprise plus rentable, mais elle mettrait en cohérence le niveau des dividendes versés par la holding avec la réalité de ses coûts. La solution marquerait aussi un retour à la forme qu'avait la holding SUEZ ... tient donc !? ... avant le Meccano financier mis en place par l'ancien patron Gérard MESTRALLET au moment de la fusion entre GDF et SUEZ...

Ce montage juridico-comptable ouvrirait aussi d'autres possibilités, et la question du Statut des Industries Électriques et Gazières serait alors posée pour une bonne partie des personnels !!!

Leur rapprochement, à terme, avec d'autres filiales du groupe (comme celle dédiée aux fonctions supports, déjà hors de la branche des IEG) ou bien leur externalisation serait une suite logique toute trouvée pour dépecer un AUTRE grand groupe énergétique Français... Nous y voilà donc !!!

De son côté, comme à l'accoutumée, GRDF affiche une santé économique et financière insolente. Le solde de clients a atteint un nouveau record en 2018, et les résultats de l'année en cours affichent de très bonnes surprises par rapport aux prévisions : l'année 2019 s'annonce donc tout aussi faste que la précédente ! ENGIE, qui a fait des réseaux un axe de développement stratégique, ne s'y trompe pas. Des éléments de contextes et chiffrés auront, à ce propos, l'occasion d'être développés lors du traitement des points de l'ordre du jour de cette séance...

Dans le même temps, plus de 110 ETP en moyenne ont manqué chaque année à l'effectif, et l'évolution du SNB a été systématiquement inférieure aux prévisions dans un contexte de transformations majeures pour l'entreprise : évolution des métiers, changements d'organisation, projet GAZPAR et ses nouvelles technologies...

Les investissements dans le réseau ne semblent pas être non plus une priorité à GRDF, le budget 2019 ayant été révisé à la baisse. Une telle gestion est-elle responsable à un moment où la place du gaz est en jeu et où tous les regards sont braqués sur la sécurité gaz depuis le tragique accident de la rue de Trévisse ?

Alors que GRDF doit être au cœur des missions de Service Public de la chaîne gazière, le Groupe ENGIE n'y voit qu'une vache à lait, créant détérioration des investissements et dégradations sociales. Avec la fin des TRV Gaz, ENGIE perd l'avant-dernière activité de Service Public légale. Mme KOCHER va pouvoir continuer sa course folle à la financiarisation, en s'appuyant essentiellement sur les ouvertures de capitaux et sur la pression sur les salariés.

Les directions de nos entreprises, à la solde des gouvernements successifs, décident, par la privatisation, de changer en profondeur nos entreprises. Nous assistons à une spéculation et donc une spoliation de la Nation, au détriment des acteurs industriels créateurs d'emplois et des investissements, alors que la situation climatique impose au Service Public de l'énergie une réelle transition énergétique.

Et nous pouvons déjà en voir certains stigmates dans nos entreprises : l'explosion des Risques Psycho-Sociaux et la multiplication des arrêts de travail inhérents, l'augmentation des démissions

et la dégradation du dialogue social, la politique du chiffre à court terme, le pilotage des Unités par indicateurs financiers, la perte du sens au travail, la flambée de la distribution des dividendes, ...

Il devient donc urgent de stopper la financiarisation du secteur de l'énergie et de revenir au modèle de l'énergie intégrée, comme le prônait Marcel PAUL en 1946 à travers cet appel aux personnels des IEG : « ***Je vous demande de ne jamais oublier que vous avez en charge un instrument fondamental de la vie du pays. Votre dignité, comme l'intérêt National, vous font un devoir impérieux de continuer à défendre sans jamais défaillir le Service Public, propriété de la Nation, contre les représentants du grand capital industriel et bancaire dont le seul objectif est d'asservir encore plus le pays à leurs insatiables besoins de domination et de profits. De continuer avec le même courage à défendre notre légitime Statut National, nos retraites, nos œuvres sociales, qui font désormais corps avec les deux Établissements Publics, issus du programme du Conseil National de la Résistance, expression du combat de ceux qui ont été jusqu'au sacrifice de leur vie pour sauver le pays et, avec lui, ses riches traditions d'humanisme et de liberté.*** »

Les agents du Service Public de l'Énergie ne veulent plus souffrir des conséquences de la libéralisation de l'énergie, mais exigent de pouvoir :

- ✓ redonner du sens à leur travail en produisant des richesses au service de la Nation, de l'Intérêt Général,
- ✓ répondre aux enjeux environnementaux avec des infrastructures adaptées, pour une transition énergétique planifiée et réussie,
- ✓ contribuer en permanence à l'équilibre offre/demande pour répondre aux besoins en gaz et en électricité des usagers sur l'ensemble du territoire national,
- ✓ travailler pour une entreprise intégrée de Services Publics de l'électricité et du gaz (conception, production, transport, distribution, fourniture et services) permettant d'être efficace techniquement et économiquement,
- ✓ vivre dans une entreprise humainement innovante avec un Statut des salariés permettant à chacune et chacun de se construire un avenir professionnel cohérent en phase avec ses attentes et d'améliorer sa qualité de vie au travail et en dehors.

Car c'est bien ensemble que nous devons, que nous pouvons contribuer au renouveau de nos entreprises intégrées, pour la réponse aux besoins de Service Public de la Nation !

Face à ces menaces qui pèsent sur les salariés, les usagers et nos industries, la CGT appelle à lutter contre ces néfastes projets. Nous invitons donc l'ensemble des personnels à se mobiliser, dès à présent, pour la défense de ce bien commun, et à construire une rentrée sociale combative, dont un premier temps est d'ores et déjà programmé pour le 19 septembre !!!

**Ceux qui vivent sont ceux qui luttent !**